

**Exposition *Images & Colonies*****• SOMMAIRE**

1. Origines. Images & colonies en France.
2. Origines. Le premier empire colonial (1534-1763).
3. Origines. De l'esclavage à l'abolition.
4. Conquêtes. Explorations & expansion.
5. Conquêtes. Exotisme & regard colonial.
6. Conquêtes. L'invention du « sauvage ».
7. Conquêtes. L'appel à l'empire.
8. Apogée. Les « bâtisseurs d'empire ».
9. Apogée. Les apothéoses impériales.
10. Apogée. Propagande & opposition.
11. Apogée. L'enjeu impérial.
12. Indépendance. L'union française.
13. Indépendance. Mise en valeur économique.
14. Indépendance. Guerres & décolonisations.
15. Héritages. Immigration & Outre-mer.
16. Héritages. De l'indigène à l'immigré.
17. Guerres de mémoire & passé colonial.

**• IMAGES & COLONIES**

En France, quatre étapes distinctes ont marqué l'histoire de la colonisation : un premier temps, qui court des origines des conquêtes coloniales (XVI<sup>e</sup> siècle) jusqu'à la II<sup>e</sup> République (1848), avec une rupture majeure en 1763 provoquée par la guerre de Sept Ans ; puis, après un demi-siècle de repli, une ère d'expansion territoriale continue jusqu'à la Première Guerre mondiale (1849-1914) ; vient ensuite l'époque charnière de l'entre-deux-guerres, qualifiée d'apogée colonial (1915-1945) ; et enfin, la période contemporaine marquée par les décolonisations (1946-1962) qui se prolonge, aujourd'hui, sous forme d'héritages à travers un long débat sur les « mémoires coloniales », les immigrations postcoloniales et les mutations des territoires ultramarins au cœur de la République. C'est à mi-parcours de cette longue histoire, en 1895, que pour la première fois le terme de « colonialisme » est utilisé. En 1905, Paul Louis écrit un ouvrage de dénonciation sous le titre *Le Colonialisme*, mais il faut attendre 1931 pour que le terme fasse son entrée dans le dictionnaire Larousse. Jusqu'aux décolonisations, images et discours de glorification furent les alliés puissants de la colonisation qui a servi de socle sur lequel la France a légitimé son œuvre outremer pendant

qu'elle l'élaborait. Quelles représentations a-t-elle donc produites et quelles traces a-t-elle laissées dans notre inconscient collectif ? Pour y répondre, il faut plonger dans le « bain colonial » et analyser les images et les discours qui ont accompagné cette longue histoire. Ces images, omniprésentes, qui s'immisciaient dans chaque moment de la vie, des images de propagande, des images de séduction (cinéma, publicité, spectacle...), mais aussi des images éducatives et divertissantes, des images faites souvent d'exotisme et parfois de violence, des images de promotion économique ou de recrutement militaire pour soutenir l'action coloniale. Elles ont non seulement mis en scène le « destin civilisateur de la France », mais elles ont également diffusé dans toute la société une véritable *culture coloniale*. Il faut expliquer les mécanismes de fabrication de ces images pour comprendre comment elles ont diffusé, en profondeur, les messages de la propagande capable de séduire un large public, et imprimé dans les esprits des représentations des populations colonisées qui ont participé de la construction du racisme et des discriminations. Cinquante cinq ans après les décolonisations, cette exposition se présente comme un *lieu de mémoire* ; elle vise à mieux connaître les images d'hier pour décoder nos représentations d'aujourd'hui et comprendre autrement l'histoire coloniale de la France.

- **LE PREMIER EMPIRE COLONIAL (1534-1763)**

Alors que l'installation des grandes puissances occidentales en Amérique, Afrique, Asie et Océanie s'apprête à bouleverser l'organisation du monde, la France bâtit son empire colonial à partir des voyages de Jacques Cartier au Canada (1534-1542), et le développe avec l'occupation de la Martinique (1635), du Sénégal (1659), des îles Mascareignes (1642) et par la mise en place des premiers comptoirs de commerce en Inde au siècle suivant. En 1664, la création de la Compagnie des Indes orientales par Colbert dote la France d'un outil puissant de commerce et d'échanges, pour valoriser ces possessions ultramarines. Le domaine colonial de la France continue de s'étendre jusqu'à la fin du XVIIe siècle avec la Guyane (1677), la Louisiane (1682) et Saint-Domingue (1697). L'organisation du commerce colonial, au cours de ce long siècle d'expansion, met en place la « spécialisation » des activités économiques ainsi qu'un protectionnisme qui lie étroitement et graduellement la colonie à la métropole.

À partir de ce tournant décisif, la France s'engage dans la traite des Africains (1673) pour fournir en main-d'œuvre les plantations de canne à sucre des Amériques. La hiérarchisation selon la couleur de peau, justifiée notamment par la référence biblique à la malédiction de Cham, s'impose dans les esprits, les imaginaires et dans le droit avec le code noir, promulgué en 1685, qui vient préciser le statut civil et pénal des esclaves. L'asservissement est légitimé par le fait que les Africains sont présentés dans les arts et la culture populaire comme des « sauvages » en état d'infériorité intellectuelle et l'Afrique subsaharienne comme un continent inorganisé, en dehors de l'Histoire. L'image insiste alors sur l'altérité des Africains en caricaturant à l'extrême les caractéristiques physiques pour les rendre monstrueuses et animales. Dans le même temps, se développe la représentation rousseauiste du « bon sauvage » qui insiste sur l'« innocence » de ces peuples, les récits de voyage en Polynésie de Louis-Antoine de Bougainville en étant un des exemples les plus connus. La guerre de Sept Ans (1756-1763) met un frein aux ambitions coloniales de la France. Elle se solde par la perte de la majorité des établissements nord-américains et indiens que la France avait

conquis en deux cent cinquante ans d'expansion coloniale et, en 1769, par la fin du monopole de la Compagnie des Indes orientales. Le premier empire colonial français prend fin.

- **DE L'ESCLAVAGE À L'ABOLITION (1764-1848)**

À la charnière des XVIIIe et XIXe siècles, la pensée scientifique classe le vivant et dresse un inventaire des différences humaines. Le concept d'inégalité raciale, développé par de célèbres savants, tels Georges Cuvier et Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, pénètre les discours coloniaux et articule l'idée d'un « destin civilisateur » de la France. Si l'esclavage et la traite ont été abolis lors de la Révolution française, en février 1794, ce « commerce » est rétabli par Napoléon Bonaparte sous l'Empire (1802). Alors que la Martinique passe sous autorité britannique, les Antilles se soulèvent et ce dernier envoi des troupes pour rétablir l'ordre. Mais la reconquête de Saint-Domingue échoue et l'île accède à l'indépendance (1804) sous le nom de République d'Haïti. Si l'esclavagisme est interdit au congrès de Vienne en 1815, la France ne proscrit officiellement la traite qu'en 1831 et n'abolira l'esclavage qu'en 1848 dans ses colonies. Dans le même temps, elle relance sa dynamique coloniale par la conquête de l'Algérie (1830-1847), après l'échec en 1799 de l'expédition d'Égypte conduite par Bonaparte. Commencée sous Charles X, elle se poursuit sous Louis-Philippe avec le maréchal Bugeaud, dans une longue succession de violences et de conquêtes militaires. Cette dynamique de conquêtes se prolonge aux Comores (1841), en Nouvelle-Calédonie (1853), au Sénégal (1854-1865) et enfin en Cochinchine et au Cambodge (1862-1863).

Avec la IIIe République (1848) et le Second Empire (1852-1870), une nouvelle dynamique impériale est en marche, légitimée par les idéaux abolitionnistes et humanistes, et soutenue par les sociétés de géographie et les saint-simoniens. Elle ouvre la voie à une propagande désormais centrée sur l'image du colon libérateur et d'une France bienfaitrice dans son expansion coloniale. L'image du conquérant tend à s'effacer alors devant celle du protecteur des peuples primitifs, qui vient briser les chaînes de l'esclavage. En cette première moitié de XIXe siècle, les grandes expéditions, en Océanie, en Amérique et en Afrique principalement, ouvrent de nouveaux espaces à l'expansion coloniale. La propagande coloniale par l'image est encore balbutiante, tout en s'affirmant comme un genre à part entière dans la littérature, alors que l'exotisme s'affiche dans les arts, l'architecture et la littérature. L'image du « sauvage » s'impose et les premières exhibitions, depuis celle de la Vénus hottentote en 1814 à Paris, connaissent désormais de larges succès populaires.

- **EXPLORATIONS & EXPANSIONS (1860-1930)**

Tout au long de la deuxième moitié du XIXe siècle, la France, aux côtés des grandes puissances occidentales, lance une nouvelle vague d'explorations à travers le monde. En pleine Révolution industrielle, on cherche des matières premières et des débouchés pour les produits métropolitains et les grands États européens se livrent à une concurrence effrénée pour la conquête de territoires. Sous le Second Empire, une vision nouvelle du « lien colonial » s'impose, déjà développée sous la IIIe République, notamment par Alexis de Tocqueville. La France cherche à développer son influence sur tous les continents ; c'est ainsi que se met en place un « lobby colonial » composé d'armateurs, de

politiciens, de banquiers, de publicistes ou de compagnies commerciales. Il est légitimé et relayé politiquement, sous la IIIe République, par la création d'un sous-secrétariat aux Colonies (1881).

Au croisement de l'action de ce lobby colonial et du ministère s'organise la propagande autour du principe de « mission civilisatrice » et de la nécessité d'étendre le domaine colonial de la France, source de grandeur et de puissance. Pour ce faire, les campagnes, telles que la prise de Saigon, les expéditions à Madagascar ou contre le roi Béhanzin et les Amazones du Dahomey, sont largement relayées dans la presse et le monde du spectacle. Suite aux tensions créées par les poussées expansionnistes des puissances européennes en Afrique, la conférence de Berlin (1884-1885) fixe les règles du partage du continent. Dans le prolongement de ce « partage du monde », la France crée en Afrique, aux côtés de Madagascar et des îles de l'océan Indien, en 1895, l'Afrique-Occidentale française (A-OF) et, en 1910, l'Afrique-Équatoriale française (A-ÉF). Le protectorat français est déclaré en Tunisie en 1881 et au Maroc en 1912, après que l'Algérie soit devenue département français en 1848. Dans le même temps, en Asie du Sud-Est, l'Indochine française est créée par l'administration coloniale centralisant l'administration de territoires conquis entre 1862 et 1899 : la Cochinchine, le Tonkin, l'Annam, le Laos et le Cambodge. La France possède, en 1930, le second empire colonial après celui des Britanniques, avec plus de soixante millions d'habitants et douze millions de km<sup>2</sup>. L'entreprise coloniale est devenue un phénomène mondialisé qui organise les échanges économiques et structure les flux de migrants européens à travers le monde : plus de soixante-dix millions d'émigrants quittent le vieux continent entre 1860 et 1930 avec, pour principale destination, l'Amérique du Nord.

- **EXOTISME & REGARD COLONIAL (1875-1935)**

Le désir d'évasion se manifeste tout au long du XIXe siècle et l'Occident crée « son » Orient, dans lequel se confondent Maghreb et Levant, aux côtés d'une Afrique mystérieuse, d'une Océanie paradisiaque et d'une Asie inquiétante. Écrivains, musiciens, peintres et sculpteurs diffusent une image rêvée et idéalisée, constituant ainsi un courant nommé orientalisme qui s'affirme dans le dernier tiers du XIXe siècle. C'est aussi une façon d'« apprivoiser » l'exotisme et la France encourage les artistes à séjourner dans les colonies grâce à des bourses de voyage (via la Société coloniale des artistes français) et des résidences (la Villa Abd-el-Tif en Algérie). Après la phase des conquêtes coloniales, l'aventure en Afrique se concrétise entre les deux guerres par des expéditions spectaculaires, notamment celles mises sur pied par André Citroën : la traversée du Sahara en 1922-1923, la Croisière noire d'Oran à Madagascar en 1925, et la Croisière jaune de Beyrouth à Pékin en 1931-1932. En métropole, le cinéma se fait le relais de ces expéditions, à la suite de la photographie (le studio Lehnert et Landrock), de la presse populaire (Le Journal des voyages, Le Tour du monde...) ou des romans d'aventure (Pierre Mille, Henry Bordeaux, Louis Bertrand, les frères Tharaud...).

Avec le temps, l'imagerie coloniale tend à montrer les populations colonisées, hommes et femmes, de façon un peu moins caricaturale, mais l'« indigène » reste source de projections fantasmées et de stéréotypes. Déserts, Touaregs et Mauresques pour le Maghreb ; contrées sauvages et populations à « civiliser » pour l'Afrique noire ; fumeries d'opium, culture du riz, congais (concubine « indigène » d'un colon) et mandarins pour l'Indochine, vahinés et cannibales pour l'Océanie. Entre 1875 et 1935, ce sont d'ailleurs des centaines de milliers de cartes postales « scènes et types » qui sont réalisées,

représentant les indigènes photographiés sous l'angle de leur altérité, et qui concourent ainsi à la vulgarisation d'images et à la diffusion des stéréotypes auprès d'un large public métropolitain. Dans le même mouvement, le discours colonial est désormais une affaire de propagande d'État, ainsi qu'en témoigne la création de l'Agence générale des colonies au lendemain de la Grande Guerre. Elle regroupe l'action des agences territoriales créées un quart de siècle plus tôt et fédère le message officiel de la République coloniale porté par des ministres qui revendiquent désormais l'action propagandiste.

- **L'INVENTION DU « SAUVAGE » (1877-1914)**

À la fin du XIXe siècle, l'anthropologie a établi « scientifiquement » une hiérarchie des races et des sociétés en retenant le progrès technique comme principal critère d'évolution. L'Afrique noire est une terre de « sauvagerie », entre populations anthropophages, faune prédatrice, flore vénéneuse et « rois nègres » esclavagistes. Le Maghreb et l'Indochine sont des cultures stagnantes, auxquelles s'impose désormais « notre » civilisation. Les Antilles, la Guyane et La Réunion constituent un ensemble à part, « assimilé » depuis 1848, dont la population masculine a acquis le droit de vote. En périphérie, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie et les comptoirs des Indes complètent cet ensemble impérial. L'imaginaire colonial légitime, dans les esprits, la « mission civilisatrice » de la France que vient notamment justifier le discours de Jules Ferry sur le devoir des « races inférieures ». Tandis que le domaine colonial fixe ses frontières définitives, les métropolitains sont invités à découvrir les « indigènes » de l'empire mis en scène dans de véritables zoos humains. Entre les villages ethniques itinérants, les spectacles de cabarets et de théâtres, les grandes exhibitions et les pavillons coloniaux dans les expositions régionales, nationales et universelles, ce sont en moyenne dix manifestations à caractère ethnographique qui sont organisées chaque année en France, entre 1878 (l'Exposition universelle à Paris) et 1914 (l'Exposition coloniale à Lyon). En 1894, à Lyon, pour la première fois en France, une exposition métropolitaine est d'ailleurs spécifiquement « coloniale » (imitant celle d'Amsterdam en 1883 ou de celle de Londres en 1886).

Cette apologie de la France coloniale s'épanouit tout particulièrement lors des expositions de Rouen en 1896, de Marseille en 1906, de Nogent (au Jardin tropical) en 1907 ou de Roubaix en 1911. On s'y déplace pour y toucher du doigt l'empire et rencontrer l'Autre dans les villages nègres et autres spectacles anthropozoologiques. Ces exhibitions s'accompagnent d'une importante production d'images — des affiches de promotion aux cartes postales —, en passant par la photographie, le dessin de presse ou le cinéma. À la veille de la Première Guerre mondiale, ce « spectacle de la sauvagerie », avec ses figurants, ses imprésarios — tels Jean-Alfred Vigé et Ferdinand Gravier —, ses chefs de village — tels Jean Thiam —, est le premier espace de « rencontre » où colonisateurs et colonisés se découvrent. Il imprime profondément dans les esprits la notion de hiérarchie entre les « races ».

- **L'APPEL DE L'EMPIRE (1913-1919)**

A partir de 1910, la France recrute massivement des troupes dans ses colonies. Suivant en cela les préconisations du général Charles Mangin dans son ouvrage La Force noire, elle s'inscrit dans une

longue tradition militaire d'emploi outre-mer de supplétifs pour les conquêtes coloniales, mais aussi pour les campagnes de Crimée, du Mexique ou la Guerre de 1870. Dès l'été 1914, les premiers contingents débarquent en métropole. Un an plus tôt, le 14 juillet 1913, les troupes coloniales avaient défilé à Longchamp, l'emblème du 1er régiment de tirailleurs sénégalais ayant même reçu, à cette occasion, la Légion d'honneur. Au total, on estime que près de six cents mille soldats coloniaux (natifs et colons) des quatre coins du monde sont venus combattre en Europe, sans parler des deux cents mille « travailleurs coloniaux », ni de ceux qui sont restés mobilisés dans les colonies.

Certains soldats coloniaux, conscients de la dette de la métropole envers eux après le conflit, soutiennent les revendications assimilationnistes, et d'autres vont se rallier aux nationalismes émergents. La venue des « indigènes » en France a contribué à changer le regard qu'on portait sur eux et c'est un véritable tournant qui s'opère dans les représentations de l'empire et de ses habitants. Une importante propagande investit tous les supports (photographies, journaux, livres, objets, publicités, affiches, cartes postales, jouets...) et réserve à ces soldats coloniaux une place particulière. L'image du « brave tirailleur », le désormais célèbre « Y'a bon » Banania, se substitue à celle du « sauvage », dont il garde pourtant toujours quelques traits. L'image des Maghrébins n'est pas modifiée en profondeur et reste ambivalente. S'ils ont contribué à la victoire, ils restent perçus comme un danger potentiel pour la cohésion de l'armée et l'unité de l'empire. Quant aux tirailleurs indochinois, on a tardé à les faire participer directement aux premiers combats, l'état-major les jugeant « trop faibles ». On célébrera bien moins leur participation, comme celle des Antillais, des Polynésiens, des Réunionnais, des Kanaks et des Malgaches, à la fin de la guerre. Au lendemain du conflit, l'image des « indigènes » a évolué en profondeur ; la République s'enorgueillit d'« éduquer » ces populations et peut ainsi légitimer sa « mission civilisatrice ». Désormais les « indigènes » sont présentés comme des acteurs de la mise en valeur du domaine colonial, dans une posture utilitaire au service de l'économie.

- **LES « BÂTISSEURS D'EMPIRE » (1922-1942)**

À la fin de la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques se partagent l'ancien domaine colonial allemand en recevant « mandat » sur ces territoires. La France prend possession d'une partie du Togo et du Cameroun en Afrique, finalisant ainsi les frontières de son empire. Dans le même temps, la propagande coloniale s'intensifie pour promouvoir l'empire et convaincre les Français du bienfondé de cette politique de « mise en valeur ». Tous les moyens de promotion (par le texte, l'image, l'exposition ou le cinéma) sont utilisés et c'est tout un univers qui s'immisce dans le quotidien des Français, notamment au lendemain de la crise économique de 1929. L'empire colonial est alors présenté comme la « solution française » pour sortir de la grande dépression et redynamiser l'économie en développant un « marché autarcique ».

Mais cette propagande, orchestrée par la IIIe République, a aussi d'autres objectifs plus politiques et plus diplomatiques. En effet, face à la Société des Nations (SDN) naissante, il convient de légitimer la politique impériale française, mais aussi de répondre à la volonté des colonisés concernant leur indépendance (à l'image de l'Égypte en 1922). Il faut aussi répondre à l'Amérique et au discours du « droit des peuples » du président Woodrow Wilson (1918), contrecarrer le communisme et sa propagande façonnée à Moscou par le Komintern et récuser les revendications coloniales

allemandes, à partir de 1933, et italiennes sur la Savoie, Nice et la Tunisie. Tout le discours et la mise en scène propagandiste de ces années charnières s'inscrivent dans ce contexte. Le mythe du soldat investi d'une morale coloniale s'impose et l'image du conquérant s'efface derrière celle des « bâtisseurs d'empire », tels Lyautey et Gallieni. Ce sont des « héros » qui font régner la « paix républicaine » dans les colonies, une paix qui justifie la séparation des populations et le code de l'indigénat. Sa force, c'est sa présence ; son autorité, c'est son savoir ; sa légitimité, c'est d'être naturellement un guide. Aux côtés du colon-bâtisseur et du soldat-administrateur, le missionnaire s'affirme comme l'allié naturel de la République outre-mer. L'iconographie s'organise autour de trois figures magistrales, tout en soulignant l'esprit de sacrifice de ces « agents de la foi chrétienne » aux côtés de la République, avec de grandes figures d'édification comme Charles Lavignerie ou Charles de Foucauld en Afrique, André Vacquier ou Jean Cassaigne en Indochine.

- **LES APOTHÉOSES IMPERIALES (1922-1940)**

Dans l'entre-deux-guerres, les foires, pavillons coloniaux, semaines coloniales et expositions coloniales se multiplient en France. Marseille en 1922, Bordeaux en 1923, Strasbourg en 1924, Grenoble en 1925, Montpellier et La Rochelle en 1927... Les années 20 lancent cette dynamique. Elles mettent en scène le domaine colonial, le célèbrent en tant que territoire pacifié et offrent une image idéalisée de ses richesses et des réalisations de la métropole. La France devient « la plus grande France » aux cent millions d'habitants et les cartes scolaires se teintent de rose pour délivrer ce message auprès des élèves. À la veille de la crise mondiale de 1929, l'empire est désormais perçu comme partie intégrante de la puissance nationale. Être anticolonial, c'est désormais être anti-français.

Cette célébration coloniale atteint son apothéose au début des années 30, avec le Centenaire de la conquête de l'Algérie (1930) et l'Exposition coloniale internationale de 1931 dans le bois de Vincennes, que vont relayer, chaque année, les semaines coloniales, les salons de la France d'outre-mer en 1935 et 1940, le Tricentenaire des Antilles en 1935, mais aussi les pavillons coloniaux de l'Exposition internationale en 1937. Le point d'orgue de cette mise en scène demeure l'exposition en 1931. Placée sous l'autorité du maréchal Hubert Lyautey et inaugurée par le ministre des Colonies Paul Reynaud, elle comptabilise trente-trois millions de tickets vendus (soit huit à neuf millions de visiteurs individuels revenant plusieurs fois) et s'affirme comme une des plus importantes manifestations françaises du XXe siècle. Les pavillons des territoires ultramarins de la France, et des autres métropoles, sont répartis sur plus de cent dix hectares. Toutes les populations présentées sont actrices d'une geste coloniale dont les héros (notamment les maréchaux Hubert Lyautey, Joseph Gallieni et Thomas Robert Bugeaud) sont les chefs d'orchestre. Les oppositions à l'exposition sont minoritaires : une contre-exposition est organisée, La vérité aux colonies, par le parti communiste français, la Confédération générale du travail unitaire et les surréalistes, mais elle ne comptera que cinq mille visiteurs. La machine propagandiste se dote, en 1932, d'un musée des Colonies installé dans le Palais de la porte Dorée et qui deviendra le musée de la France d'outre-mer en 1935. Dans le même temps, la vie intellectuelle et artistique en France impose un nouveau regard, dont La Revue nègre de Joséphine Baker en est l'expression la plus populaire.

- **PROPAGANDE & OPPOSITION (1922-1940)**

Au-delà des grandes manifestations officielles de l'entre-deux-guerres, le monde colonial influence la société française à travers une multitude d'objets du quotidien ; c'est ce que l'on appelle le « bain colonial ». Pour les adultes, les vecteurs principaux de cette imagerie coloniale au quotidien sont les timbres, les billets de banque, les cartes postales, l'architecture, le mobilier ou la publicité (les bonbons Chocorêve, les culottes Petit Nègro et Félix Potin et son chocolat « battu et content » en sont des exemples quotidiennement visibles). Les jeunes Français se passionnent pour les bandes dessinées et découvrent l'empire colonial avec les images glissées dans les tablettes de chocolat Meunier ou Suchard, les découpages offerts par les Grands Magasins du Louvre ou du Bon Marché, les figurines en plomb et en carton de tirailleurs et de spahis ou les jeux qui suivent de près l'« aventure coloniale ». Le cinéma devient un vecteur de promotion majeur de l'idée coloniale à la fin des années 20, aux côtés des rubriques coloniales dans la grande presse, de la presse spécialisée, du roman ou des stands de propagande dans les foires locales.

Dans ce contexte, l'Agence des colonies et les services de l'État utilisent tous les supports de discours et d'imaginaires dans l'objectif de convaincre les Français du bien-fondé de la politique coloniale. Dans le même mouvement, la contestation de la colonisation se développe et se structure au sein du monde colonial, et c'est en Indochine et au Maghreb qu'on trouve les premiers mouvements anticolonialistes locaux. Dans les colonies, la contestation prend d'abord la forme de revendications égalitaires, mais face à la réticence des autorités coloniales à tout changement, les contestations se transforment en révoltes : guerre du Rif au Maroc entre 1921 et 1926, révoltes en Syrie et au Liban en 1925, soulèvement des tirailleurs de la garnison de Yên Bái en Indochine en 1930... Les mouvements nationalistes se radicalisent en mouvements indépendantistes et les leaders nationalistes viennent s'opposer à la galerie des héros coloniaux : Hô Chi Minh et le général Vo Nguyễn Giap en Indochine, Ferhat Abbas, l'émir Khaled ou Messali Hadj en Afrique du Nord. L'Afrique subsaharienne et les Antilles ne sont pas en reste avec des activistes comme Lamine Senghor, Tiemoko Garan Kouyaté, Camille Sainte-Rose, Jean Price-Mars ou Aimé Césaire. On leur oppose alors les élus et députés des outre-mer, ainsi que la politique d'assimilation de la France.

- **L'ENJEU IMPERIAL (1940-1944)**

À partir de 1936, les tensions internationales font du domaine colonial français un enjeu considérable, Hitler réclamant la restitution des anciennes colonies allemandes et Mussolini revendiquant certaines parties de l'empire français. Les troupes coloniales viennent des quatre coins de l'empire : Africains, Malgaches, Réunionnais, Caribéens, Indochinois... Les combattants venus d'Afrique du nord, surtout, sont l'objet de nombreux reportages qui vantent cette « force nouvelle » capable de vaincre l'Allemagne. Ce discours est omniprésent lors du Salon de la France d'outre-mer (1940) organisé à Paris. Quarante régiments venus d'Afrique du Nord, soit près de quatre-vingt mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai et juin 1940. Dès les premiers combats, leur héroïsme entre dans la légende militaire, mais ils n'empêchent pas la défaite de juin 1940.

Après la signature de l'armistice (22 juin 1940), les possessions impériales françaises sont amputées suite au ralliement de l'A-ÉF à la France libre et, en 1942, lors du débarquement des Alliés en Afrique du Nord. Sous l'Occupation, le régime de Vichy poursuit une politique impériale paternaliste, technocratique et empreinte de ségrégation raciale. L'empire, sous l'égide de Gaston Joseph, le directeur des Affaires politiques du ministère des Colonies, est alors au centre des préoccupations. Le domaine colonial, c'est la garantie que la « France éternelle » demeurera après le présent chaos. Le gouvernement de Vichy use alors d'un imposant programme de propagande et utilise tous les vecteurs de communication disponibles. Même les foires et les expositions continuent, notamment le Train-exposition des Colonies qui présente une exposition coloniale de gare en gare de 1941 à 1944.

Les Forces françaises libres (FFL) du général de Gaulle placent également leurs espoirs dans l'empire, car celui-ci représente une base de reconquête possible de la métropole. La fusion des FFL et de l'armée d'Afrique est réalisée en 1942. Elle constituera le fer de lance de la reconquête du territoire national, notamment lors du débarquement d'août 1944 en Provence. Mais les espoirs, notamment ceux suscités par la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944), sont rapidement déçus ; les autorités françaises répriment brutalement les mouvements revendicatifs comme à Thiaroye au Sénégal, à Sétif, Guelma et Kherrata en Algérie, et envoient l'armée en Indochine en 1945-1946. À l'heure de la victoire face à l'Axe, la lutte pour les indépendances commence.

- **L'UNION FRANÇAISE (1945-1960)**

La Seconde Guerre mondiale marque une rupture en Europe, comme dans les territoires ultramarins : l'anticolonialisme affiché des États-Unis et de l'URSS, la charte des Nations unies qui a inscrit en 1945 le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la tribune offerte par l'ONU aux pays nouvellement indépendants comme l'Inde en 1947 et l'Indonésie en 1949, le renforcement des partis nationalistes dans toutes les colonies françaises... contribuent à la fragilisation du système colonial. Dans ce contexte, la France (comme la Belgique ou le Portugal) s'engage, malgré plusieurs réformes coloniales importantes, dans une longue période de conflits outre-mer. Le 8 mai 1945 tout bascule. Le jour de la victoire sur le nazisme, des émeutes éclatent dans le Constantinois en Algérie. La répression est immédiate et on compte plusieurs milliers de morts. Un an et demi plus tard, la guerre d'Indochine atteint son point de non-retour avec l'insurrection de Hanoï, en décembre 1946. Quelques mois plus tard, en mars 1947, c'est l'embrasement à Madagascar et la répression va durer dix-huit mois. On entre dans le temps des décolonisations. Dans le même temps, en 1946, les « vieilles colonies » (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion) connaissent la départementalisation.

Le concept de la supériorité de la métropole sur les colonies a été ébranlé par le choc de la guerre. Mais les réformes annoncées lors de la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944) se limitent finalement à un replâtrage impérial de façade : avec la mise en place de plans de développement économique et d'infrastructures (FIDES), la suppression du code de l'indigénat et du travail forcé, sans oublier l'octroi graduel de droits électoraux aux populations colonisées. Il faudra attendre 1956 pour que la loi-cadre Defferre fasse entrevoir l'indépendance pour les seules colonies d'Afrique noire et de Madagascar. Si des images paternalistes subsistent dans la propagande impériale, les images de

l'Agence économique de la France d'outre-mer abandonnent désormais toute référence raciale explicite et montrent les « sujets coloniaux » comme des acteurs du développement économique. Dans le même temps, une nouvelle génération d'élus et d'intellectuels impose une réelle présence politique et intellectuelle, à l'image de Ferhat Abbas, Messali Hadj, Aimé Césaire, Amadou Lamine-Guèye, Léopold Sédar Senghor, Gaston Monnerville, Félix Houphouët-Boigny ou Hô Chi Minh, obligeant les autorités françaises à un grand écart permanent entre volontés de réformes et répressions outre-mer.

- **MISE EN VALEUR ÉCONOMIQUE (1945-1958)**

À partir de 1945, le discours colonial devient un discours d'auto justification. La propagande magnifie les progrès économiques et sociaux ainsi que les programmes d'infrastructures et sanitaires, dont les colonisés seraient les principaux bénéficiaires. La IV<sup>e</sup> République élabore des plans mettant en place une politique d'équipements publics qui doit permettre d'attirer les capitaux privés grâce à des conditions de transports et de crédits favorables. À partir de 1952-1953, les moyens mis en oeuvre sont en net recul et la machine est quasi à l'arrêt en 1957, au moment de l'application de la loi-cadre Defferre (adoptée le 23 juin 1956). Le bilan est médiocre, malgré des investissements conséquents.

Une intense propagande, utilisant l'image, met en scène la valorisation du domaine colonial. L'idée de progrès succède, graduellement, à la notion de « mission civilisatrice » de la métropole. Pour soutenir le nouveau discours économique sur l'Union française, la photographie devient, à partir de 1945, le principal support imagé de la propagande orchestrée par l'Agence économique de la France d'outre-mer. Les plus grands photographes du temps sont mobilisés, comme François Kollar, Germaine Krull, André Martin, Bernard Lembezat, Pierre Verger, Léon Herschritt ou Claude Sauvageot. Plusieurs missions photographiques et cinématographiques sont ainsi organisées dans les colonies, permettant ainsi à l'Agence de disposer de milliers d'images. L'exotisme imprègne toujours la production iconographique, notamment les affiches de tourisme, le cinéma colonial ou les illustrés pour la jeunesse. Mais, la multiplication des illustrations sur la « mise en valeur » du continent modèle une nouvelle image des colonisés, au service du développement de « leur » pays. Les Français peinent à se mobiliser sur ces enjeux, comme le montrent plusieurs sondages de l'époque, et une note en décembre 1950 souligne la nécessité de renouveler l'action de propagande : « Au grand public convient une documentation de vulgarisation [...], l'opinion spécialisée demande des précisions plus poussées, des explications plus techniques. » Dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Union française demeure sous-équipée et les réformes ont, globalement, échoué. C'est dans ce contexte que la critique envers le colonialisme se radicalise et que les milieux d'affaires se détournent de l'empire ; un mouvement d'opinion d'idée nommé « cartiérisme » que résumera la célèbre phrase du député Jean Montalat, qui dit « préférer la Corrèze au Zambèze ».

- **GUERRES & DÉCOLONISATIONS (1945-1962)**

La période (1945-1962) voit se succéder trois guerres coloniales, en Indochine, en Algérie et au Cameroun. La répression est une réponse systématique à toutes les demandes de réformes politiques ou indépendantistes aux quatre coins de l'Union française ; une situation que dénoncent

d'ailleurs des intellectuels, comme Albert Camus. Mais c'est le choc de la défaite de Diên Biên Phu en 1954 et l'affaire de Suez en 1956 qui marquent pour l'opinion la fin de « l'épopée coloniale de la France ». La guerre d'Algérie (1954-1962) s'accompagne d'images dans la presse qui relatent sans fard les violences et provoquent un véritable choc dans l'opinion : la fiction impériale vacille, encore malmenée avec le départ des appelés. Les réformes engagées par Charles de Gaulle en 1958 en Algérie, reprenant l'essentiel de la loi-cadre à travers le plan Constantine, arrivent trop tard.

Depuis 1945, les discussions ont été lancées en France quant au statut de l'Union française. En 1958, force est de constater qu'elle a vécu et le référendum sur la Communauté porte sur le maintien ou non de chaque territoire d'Afrique noire dans le cadre français. Ce référendum permet provisoirement le maintien de l'ensemble colonial en Afrique noire (seule la Guinée demande l'indépendance). La guerre d'Algérie entraîne la fin de la IV<sup>e</sup> République en 1958 et, le 17 octobre 1961, la répression brutale de la manifestation du FLN à Paris fait plusieurs dizaines de morts. Le 8 février 1962, c'est une manifestation contre l'Organisation de l'armée secrète (OAS) qui fait neuf morts. Le 8 avril 1962, un référendum donne une majorité de « oui » (à plus de 90 %) à la séparation entre la France et l'Algérie. L'édifice impérial s'écroule. En quinze ans, la France a perdu le contrôle de la quasi-totalité de son empire. Toutefois, les indépendances sont acquises selon des modalités différentes : négociées au Maroc avec l'Istiqlal et en Tunisie avec le Néo-Destour ; conflictuelles en Algérie avec le Front de libération nationale (FLN) ou au Cameroun avec l'Union des populations du Cameroun (UPC) ; octroyées en Afrique de l'Ouest (hormis la Guinée) et équatoriale malgré les révoltes en Haute-Volta et en Côte d'Ivoire ; dans l'urgence et violentes au Viêt-nam, au Cambodge ou à Madagascar ; institutionnelles avec les statuts spécifiques dans les « vieilles colonies », à Djibouti, en Polynésie ou en Nouvelle-Calédonie. Avec les décolonisations, ce sont plus d'un million et demi de « rapatriés » venant du Liban, d'Indochine ou d'Afrique du Nord qui arrivent dans l'Hexagone.

- **IMMIGRATION & OUTRE-MER (1965-2016)**

Avec les indépendances, l'empire colonial disparaît progressivement du quotidien des Français, des manuels scolaires et des discours politiques, sauf au sein du Front national qui se veut, au milieu des années 70, l'héritier de l'Algérie française. Le ministère de la France d'outre-mer devient celui de la Coopération et les territoires ultramarins sont désormais administrés par un ministère ou secrétariat d'État spécifique. Commence l'histoire des immigrations postcoloniales en provenance d'Afrique, d'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et des Dom-Tom, qui avaient connu leurs prémices dans les années d'entre-deux guerres. En 1963, le Bumidom, agence d'État chargée d'organiser l'immigration en provenance des Antilles puis de la Réunion, est mis en place. En parallèle, l'immigration africaine et maghrébine s'organise selon des accords binationaux et fournit de la main-d'œuvre aux industries durant cette période de forte croissance (1965-1974). À ces flux migratoires s'ajoutent ceux venus de l'ex-Indochine — auxquels s'ajoutent les boat-people fuyant le régime des Khmers rouges au Cambodge —, et du Moyen-Orient (avec la crise libanaise dans les années 80). Autant de vagues spécifiques qui se superposent aux retours des « rapatriés » et des harkis.

Dans ce panorama postcolonial, la diversité propre aux outre-mer, répartis sur tous les océans, est souvent oubliée. C'est pourtant une composante majeure de la France. Aujourd'hui, la France

possède toujours un important domaine ultramarin et exerce une influence politique et économique dans plusieurs zones de son ex-empire, à travers la coopération ou la francophonie. Depuis la révision constitutionnelle de 2003, il existe quatre types de collectivités territoriales outremer : les départements et régions d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion et, depuis 2011, Mayotte), les collectivités d'outre-mer (dont la Polynésie française et Wallis-et-Futuna), la collectivité de la Nouvelle-Calédonie et les terres australes et antarctiques françaises. Les revendications indépendantistes n'ont jamais quitté le débat politique dans ces territoires depuis 1946 et les mouvements autonomistes ont été sévèrement réprimés dans les années 60-70. Mais, c'est en Nouvelle-Calédonie où le conflit et le débat ont été les plus vifs, débat notamment incarné par Jean-Marie Tjibaou. Immigration postcoloniale, présence ultramarine, politique de coopération et francophonie sont autant d'héritages du passé colonial qui s'inscrivent désormais dans le présent de la France du XXI<sup>e</sup> siècle.

- **DE L'INDIGÈNE A L'IMMIGRÉ**

Un stéréotype est une caractérisation symbolique ou physique qui résume, le plus souvent, un individu non à son caractère propre, mais à l'identité présumée d'un groupe ou d'une « race ». Certains stéréotypes racistes et colonialistes ont disparu avec la fin des colonies quand d'autres ont perduré, muté ou se sont reproduits sous de nouvelles formes. Nous le savons, décoloniser les imaginaires est complexe... et prend du temps. Dès les années 50-60, les images colonialistes avaient déjà été remises en cause par les penseurs indépendantistes, les militants des droits civiques aux États-Unis, comme par les penseurs de la Négritude ou de l'Orientalisme. Le slogan « Black is beautiful » va être popularisé aux États-Unis par les mouvements afro-américains, tout en s'affirmant dans les écrits d'une fierté noire revendiquée par Aimé Césaire (*Discours sur le colonialisme*, 1950) ou Léopold Sédar Senghor (*Hosties noires*, 1948) et, plus tard, par Edward Saïd.

La persistance des imaginaires coloniaux et colonialistes est particulièrement visible dans l'univers publicitaire, sur les traces de la réclame pour Y'a bon Banania (1917). La publicité pour Free Time (1986) est un bon exemple de ces prolongements contemporains. L'Africain est encore un anthropophage, un sauvage, un sorcier et pour bien insister sur ces caractéristiques, le logo de la marque, placé dans sa coiffure, remplace l'os du « sauvage ». Les gâteaux Bamboula (1988) reprennent les mêmes poncifs racistes : c'est un enfant avec des gros yeux, les pieds nus et vivant dans sa forêt natale. Si l'image des Asiatiques est ambivalente — le Vietminh a certes vaincu la France, mais il a été aussi victime du communisme —, l'image des Maghrébins reste éternellement négative. D'un côté, des stéréotypes présentés comme positifs avec des sportifs, des musiciens ou des danseurs qui rappellent les images orientalistes ; de l'autre, des représentations clairement xénophobes qui font des Maghrébins un groupe à la marge, potentiellement dangereux et fanatisé par un islam radicalisé. Dans le même temps, la banlieue est devenue, à travers les médias, les films (avec de notables exceptions cinématographiques), les discours politiques, une terra incognita. Ces lieux sont appréhendés comme des enclaves au sein de la République, des « points noirs », des espaces de non-droit à reconquérir ou pacifier. En 2005, cette situation explose avec les révoltes dans les quartiers populaires, sept années après l'émergence du mythe Black-Blanc-Beur, en 1998, lors de la Coupe du monde de football en France.

- **GUERRES DE MÉMOIRE & PASSÉ COLONIAL**

Depuis les indépendances, les mémoires coloniales s'affirment en France et s'opposent, soulignant les héritages d'un passé « qui ne passe pas ». Six décennies après la défaite de Diên Biên Phu et le début de la guerre d'Algérie (1954), et après deux ans de débats parlementaires, le Parlement français affirmait dans le cadre de l'article 1 de la loi du 23 février 2005 que « La nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'oeuvre accomplie par la France dans les anciens départements français ». Ce texte montre l'importance de l'enjeu mémoriel autour de l'histoire coloniale et la difficulté à assumer le passé pour construire une mémoire collective apaisée. Les commémorations et décisions politiques se succèdent, sans forcément s'inscrire dans une dynamique cohérente, et beaucoup évoquent une supposée « repentance » dès qu'une lecture critique de ce passé émerge. En 1996, le président de la République rend hommage à l'oeuvre coloniale de la France et, dix ans plus tard, il préside, dans les jardins du Luxembourg, la première commémoration nationale de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions dans le prolongement de la Loi Taubira de 2001 ; en 2005, l'ambassadeur de France reconnaît que les massacres de mai 1945 dans le Constantinois (Algérie) étaient « inexcusables » mais, dans le même temps, les projets d'édifices mémoriaux et de lois nostalgiques souhaitent rendre hommage à l'« oeuvre coloniale ».

Tout au long de ces années, les projets de musées se neutralisaient, au point que la France est l'un des rares pays ayant eu un empire colonial qui soit incapable de bâtir un musée sur ces quatre siècles d'histoire coloniale. Seules quelques expositions ont invité le public français à s'interroger : Coloniales. 1920-1940 (1989), Aux colonies (1991), La France en guerre d'Algérie (1992), Négripub (1992), Images et Colonies (1993), Exhibitions. L'Invention du Sauvage (2011-2012), Algérie. 1830-1962 (2012), Indochine. Des territoires et des hommes (2014)... Cette difficulté à faire surgir une mémoire et une histoire coloniales partagées relève probablement de plusieurs facteurs : d'une part, le simple travail du temps, ce fameux « travail de deuil », n'a pas fait complètement son oeuvre ; d'autre part, la présence de mémoires contradictoires coexiste avec la manipulation politique des nostalgies coloniales (la « repentance »), la focalisation sur la guerre d'Algérie ou l'esclavage (les « réparations »), alors que les immigrations postcoloniales transposent les conflits d'hier dans les enjeux identitaires d'aujourd'hui.